

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La confrontation mondiale après la Syrie et l'Ukraine

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 24 MARS 2014

ENGLISH ESPAÑOL



La confrontation mondiale après la Syrie et l'Ukraine

Par Ghaleb Kandil

Ce qui s'est passé en Ukraine est un coup d'État préparé par les services de renseignement occidentaux dans le but de modifier les nouveaux équilibres mondiaux, qui menacent l'hégémonie unilatérale états-unienne. L'objectif est de tester les possibilités de juguler la montée de la Russie en tant que force concurrente des États-Unis, dirigeant une alliance internationale en plein développement économique, défendant le projet d'instauration de nouvelles règles de jeu sur la scène mondiale. Ces règles seraient basées sur un partenariat juste et équilibré, incluant les puissances émergentes, c'est-à-dire la Russie, l'Iran, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil et d'autres pays.

La vision stratégique US, qui consistait à utiliser la suprématie militaire, économique et technologique pour empêcher l'émergence d'une puissance concurrente, remonte à un quart de siècle. Cette vision a été développée dans un rapport du Conseil de la sécurité nationale, et amplement analysé et commenté par le grand chercheur français Alain Joxe dans son livre intitulé *L'Amérique mercenaire*, qui évoque l'arrogance de la guerre pour punir les États, les gouvernements et les mouvements hostiles à l'hégémonie états-unienne dans le monde.

Effectivement, l'invasion de l'Irak, en 2003, a été considérée par de nombreux analystes comme un étalage de force pour effrayer les adversaires, basé sur une violation flagrante de la Charte des Nations unies, que les stratèges US voulaient détruire et remplacer par l'Otan en tant que structure dirigeant le monde.

Il faut rappeler, dans ce contexte, que les adversaires des États-Unis ont évité, à cette époque, la confrontation. Seule la Syrie, partant de ses principes nationalistes arabes, s'est opposée à l'invasion de l'Irak et aux plans dressés par Washington pour la région et pour le monde. Avec l'Iran et la Résistance, Damas s'est opposé à trois grandes guerres menées par Washington contre le Liban et Gaza, par le biais de l'armée israélienne.

La nouvelle agression colonialiste US lancée contre la Syrie, il y a trois ans, s'est brisée sur la détermination du commandement syrien, de son armée et de larges pans de la population, qui se sont soudées derrière le leadership du président Bachar al-Assad. Cette volonté de résistance a permis à la Russie, à l'Iran et aux pays des Brics, d'établir de nouvelles équations mondiales. Ils ont ainsi obligé Washington à renoncer à son projet d'attaquer la Syrie, à négocier avec l'Iran et à reconnaître son rôle régional. Ces nouvelles équations ont pu être consolidées grâce à l'engagement du Hezbollah dans les combats face aux mercenaires takfiristes, acheminés en Syrie de 60 pays, comme l'a reconnu, samedi, le roi Abdallah II de Jordanie. Tous ces développements ont contraint les États-Unis à revenir à un partenariat international et au Conseil de sécurité de l'Onu, cadencé par le veto sino-russe, pour faire échec à leurs plans. Devant la détermination de la Russie, de l'Iran et de la Chine, les États-Unis ont échoué à imposer leur vision d'un partenariat sous leur direction.

C'est dans ce contexte que le plan de provocation et d'agression directe contre la Russie a été mis en œuvre, pour tenter de lier les mains de la puissance impériale en l'occupant dans son arrière-cour. Ce complot a nécessité une riposte russe de la même ampleur, à travers l'annexion de la Crimée, à l'issue d'un référendum populaire. Cette réaction rapide a fait échouer le plan US de faire plier Moscou et à imposer la logique de Washington d'un partenariat mondial sous sa direction.

La crise ukrainienne ouvre la voie à une confrontation à l'échelle planétaire, dans le cadre d'une nouvelle Guerre froide, face à l'arrogance des États-Unis, qui traînent derrière eux une Europe faible et divisée, surtout que les intérêts nationaux de l'Allemagne divergent de ceux de nombreux de ses partenaires européens.

Après que la Russie eut fait prévaloir ses intérêts nationaux face au plan US, l'Occident colonialiste poursuit ses provocations à travers les sanctions et ses tentatives visant à pénétrer dans la sphère d'influence russe, en essayant d'élargir l'Otan à d'anciennes Républiques soviétiques.

Face à cette approche agressive, le président Vladimir Poutine, appuyé par une écrasante partie de l'opinion publique russe et russophone, a mis à exécution son plan stratégique de réunification de la Russie historique, selon l'important discours qu'il a prononcé devant la Douma. Cela signifie que l'empire russe est déterminé à affronter l'Occident jusqu'à ce qu'il se résout à reculer et à accepter les règles du nouveau partenariat international équilibré, prôné par Moscou.

La Russie historique dépasse les frontières géographiques de l'ancien Union soviétique et comprend tous les États slaves et orthodoxes d'Europe. Les experts européens savent que Moscou lorgne aussi vers la Grèce.

Le succès de la Russie passe forcément par la poursuite de son soutien à la Syrie et le renforcement de son alliance avec cet État, dont la résistance aux plans occidentaux a permis à Moscou d'adopter des positions solides et fermes face aux États-Unis et à leurs alliés.

Le choix et les instruments que la Russie peut aligner dans sa confrontation avec l'Occident sont nombreux. Ils vont de l'utilisation de sa puissance économique, aux atouts

démographiques dus à la présence de millions de Russes dans les ex-Républiques de l'Union soviétique, à la formation avec ses partenaires des Brics d'un front économique, politique et stratégique, en dotant ce rassemblement d'États d'une structure bancaire capable de faire face à l'hégémonie US. Et si l'équilibre nucléaire est une garantie pour éviter l'affrontement direct entre la Russie et les États-Unis les guerres régionales, elles, où les grandes puissances s'affrontent par alliés interposés, ne sont pas à exclure. C'est ce qui se passe en Syrie depuis trois ans, et qui peut s'étendre à d'autres régions.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Je crains le vide à la présidence de la République. Toutefois, la formation du gouvernement, l'entente sur la déclaration ministérielle et l'accord sur la tenue de la séance de dialogue national sont autant de facteurs qui contribueront à la création d'une dynamique positive en faveur de la tenue du scrutin présidentiel à la date prévue. J'appelle le Hezbollah à se retirer de la Syrie, car sa participation aux combats rejaillit négativement tant sur le parti que sur le Liban. »

Tammam Salam, Premier ministre libanais

« Ne pensez pas que notre gouvernement cherche à combler le vide à la présidence ! Ce n'est pas le cas. Nous tenterons par contre de dynamiser les institutions constitutionnelles et nous estimons que le vide constitue ce qui peut nous arriver de pire. La déclaration ministérielle est le fruit d'une entente entre différentes forces politiques et nous n'avons pas fait de promesses que nous ne pourrions tenir. Ne vous attendez pas à ce que ce gouvernement fasse des miracles. Nous ferons notre possible pour régler les problèmes urgents pendant le laps de temps duquel nous disposons. Alors que le Liban et la région traversent une période très difficile, nous avons besoin de consolider cette entente qui a permis la naissance du gouvernement d'intérêt national, afin qu'elle constitue un réseau de sécurité pour notre pays. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Je réclame le retrait de toutes les forces de Syrie, Il faut laisser les Syriens en paix. Je n'ai pas vu de combattants iraniens en Syrie dans les médias. Le Hezbollah pourrait s'être ingéré en Syrie pour défendre le régime ou pour se protéger lui-même. Si nous voulons dissoudre la Résistance, il faut armer la troupe comme force de dissuasion face à Israël. Je suis contre tout ce qui pourrait constituer un choc interne, même si cela doit me coûter la présidence de la République. J'ai payé le prix de mon alliance avec le Hezbollah, surtout en ce qui concerne la présidence de la République. Mais mes alliances avaient une nécessité : garantir la stabilité du Liban. Il y a de grandes chances que je me porte candidat à la présidence. Lorsque Israël a attaqué le Hezbollah, j'étais aux côtés du Hezb. Lorsque la Syrie voulait poursuivre les députés Walid Joumblatt et Marwan Hamadé, j'ai pris leur parti. Maintenant, je veux être avec moi-même. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Le torpillage des échéances constitutionnelles peut revêtir deux formes, celle d'un torpillage de l'élection présidentielle et celle de l'élection d'un président de compromis inodore, incolore et sans saveur. Je ne crois pas à un président de compromis dont la politique serait faite de complaisance à l'égard de tous. Nous ferons tout pour empêcher l'élection d'un président du 8-Mars. Le clivage entre le 14 et le 8-Mars occupe tout l'espace public. Il n'y a pas de place pour une troisième voie. Quel autre choix a-t-on, que de placer toutes les armes sous le contrôle de l'État ? Ou de verrouiller les frontières ? Ou d'exercer notre souveraineté ? Ou de se retirer de Syrie ? »

Ali Ammar, député du Hezbollah

« Depuis le début de la séance parlementaire, nous avons patienté, conformément au principe de l'intérêt national. Mais il est clair que notre mutisme a donné du tonus à certains qui l'ont interprété comme un signe de faiblesse. J'aurais souhaité que le président de la Chambre intervienne, sur base du règlement intérieur, pour mettre un terme à ces attaques. Mais si cela continue de la sorte, je voudrais dire en toute franchise à mes collègues que vous n'êtes pas nos ennemis et que nous avons un seul ennemi qui est Israël,

lequel est ignoré au cours de cette séance. Par souci de sauvegarder l'intérêt de ce gouvernement, dites ce que vous voulez au plan politique, mais vous devez prendre conscience du fait qu'il nous est apparu dans certaines de vos interventions que nous ne sommes pas Libanais et que nous sommes en dehors du tissu social du pays. Je vous jure que notre mutisme est dû à notre souci de l'intérêt national. Mais sachez que nous ne sommes pas faibles, nous jouons dans la cour des grands, nous sommes grands et nous avons provoqué la chute des grands. »

Événements

- Le député du Futur, Khaled el-Dahera critiqué l'attitude « injuste » de l'Armée libanaise envers les miliciens, notamment à Tripoli et dans tout le nord, lors des débats parlementaires autour de la déclaration ministérielle. Le président du Parlement Nabih Berry lui a alors répondu : « Ton armée a raison, même si elle était injuste », ce qui lui a valu les applaudissements des députés. Khaled el-Daher a tout de même poursuivi son discours, fustigeant l'injustice dont la communauté sunnite est victime à Tripoli, appelant à trouver une solution rapide. L'atmosphère s'est tendue quand les députés aounistes Ibrahim Kanaan et Hikmat Dib ont de leur côté interrompu l'intervention de Khaled el-Daher, dénonçant fermement l'attaque contre l'institution militaire. Prié par le chef du Législatif de passer à un autre sujet, Khaled el-Daher a poursuivi son discours en déclarant que « tous ceux qui ont mené une résistance au Liban sont des héros ». Et de souligner : « La résistance n'est pas exclusive à la communauté chiite et au Hezbollah ». Selon lui, « les seules armes légales sont celles mises sous l'autorité de l'État ». Khaled el-Daher a enfin accordé sa confiance au gouvernement, « en dépit de l'injustice dont nous sommes victimes au Akkar » .

- Le président de la République, Michel Sleiman, devrait inviter les pôles politiques libanais rivaux à tenir une séance du dialogue national le 31 mars au palais présidentiel de Baabda, rapporte le quotidien *An-Nahar*. Le journal indique que les invitations devaient

être lancées ce vendredi même et comprendront une préface soulignant les raisons pour lesquelles le chef de l'État estime nécessaire de reprendre le dialogue national autour, notamment, de la question de la stratégie de défense nationale. La dernière séance du dialogue national s'était tenue le 20 septembre 2012.

- Citant des sources militaires, le quotidien *An-Nahar* rapporte que l'armée israélienne a acheminé des renforts vers le Golan et souligne qu'en dépit de tous les événements dans la région, la confrontation avec le Hezbollah demeure le plus grand souci pour Israël. Le journal ajoute que depuis l'implication du Hezbollah dans les combats aux côtés du régime syrien, la situation tout le long de la ligne bleue semble moins stable qu'avant. Israël craint, selon les mêmes sources, que le Hezbollah profite de la situation en Syrie pour mettre la main sur des missiles à longue portée.

- *Al-Akhabar* écrit que dans la foulée de l'apparition au grand jour du différend entre l'Arabie saoudite et le Qatar, et l'annonce par Riyad de l'inscription des organisations islamistes telles Al-Qaïda, le Front al-Nosra et l'EIL sur sa liste des organisations terroristes, les islamistes de Tripoli ont avalé leur langue et ont été saisis de confusion, la majorité d'entre eux refusant de commenter en public cette affaire, en attendant que la situation se décante.

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(21 mars 2014)

Le commandement de l'armée a demandé au Premier ministre de prendre durant la 1ère séance du Conseil des ministres une décision politique claire couvrant l'institution militaire. Le général Jean Kahwagi a appelé les chefs des organes militaires et sécuritaires qui ont participé à la réunion de Yarzé à présenter leur vision lors de la réunion du Conseil supérieur de la Défense qui se tiendra après le retour du président Michel Sleiman du Koweït. Cette vision reposerait sur trois axes :

- ▶ mettre un terme à l'instigation confessionnelle, exercée

notamment contre l'armée ;

► adopter un plan de développement pour Tripoli et ses alentours ;
prendre des mesures militaro-sécuritaires afin de traiter la situation à Tripoli.

Par ailleurs, des sources militaires ont affirmé avoir détecté des contacts qu'un responsable influent a entrepris avec les leaders des lignes de démarcation et les figures de proue du courant salafiste au nord, leur demandant de descendre dans la rue afin de mettre la pression sur le gouvernement durant la première séance au Parlement consacrée au vote de confiance, dans l'objectif d'assurer le transfert du dossier relatif aux attentats qui ont visé les mosquées de Salam et d'Al-Taqwa à la Cour de justice.

As-Safir (20 mars 2014)

Imad Marmal

C'est d'un pragmatisme à toute épreuve que fait preuve le Premier ministre Tammam Salam. Il est en effet conscient de l'imbrication des données à l'échelle locale, régionale et internationale. Il a suffi qu'il menace de démissionner après dix mois de labeur pour que le gouvernement se forme. Il a suffi qu'il brandisse la même menace une seconde fois pour qu'une déclaration ministérielle sorte du néant. Il s'était, en effet, rendu chez le président de la République, jeudi dernier, une lettre de démission en main. Le lendemain, c'est aux côtés du président qu'il a suivi les derniers pourparlers accompagnant l'adoption de la déclaration ministérielle. Cependant, il s'est abstenu de tout commentaire, déclarant : « Le moindre mot de ma part, la moindre virgule ou préposition, sera interprétée comme une prise de position. J'ai décidé de ne pas m'impliquer dans le bras de fer ». Salam affirme à *As-Safir* : « Je refuse d'être mis devant un fait accompli ou de me perdre dans les méandres du délai des trente jours et de sa véritable signification. Je n'ai ni parti, ni quartier ». Au sujet du gouvernement « je travaille sans la pression d'une barre mise trop haut puisque le gouvernement est transitoire et qu'on ne lui demande pas grand chose. C'est d'ailleurs cette absence de pression qui lui fera accomplir de véritables exploits ». En outre, Salam refuse d'accepter l'hypothèse selon laquelle le cabinet fera de vieux os dans la mesure où, selon certains, la présidentielle n'aurait pas

lieu.

As-Safir (19 mars 2014)

Elie Ferzli

Aux yeux du 14-Mars, l'ambassade des États-Unis à Beyrouth, qui de tout temps affichait des positions intransigeantes, assume aujourd'hui un rôle totalement différent. Dès qu'un nœud de nature à compliquer la situation surgit, l'ambassadeur David Hale s'empresse de le défaire. Il se déplace d'une capitale à une autre pour faire passer un accord par ci ou une concession par là.

Les préoccupations régionales et internationales sont claires : Il faut préparer le terrain propice à l'élection d'un nouveau président. Selon une source informée, les États-Uniens ont déjà défini les caractéristiques du futur président. Le Hezbollah étant devenu une partie intégrante de l'équation régionale et n'incarnant plus pour les États-Unis le mal absolu, le nouveau président devra être capable de dialoguer avec lui et de chercher les moyens susceptibles d'assurer la cohabitation entre le parti et l'État. Il est dans l'intérêt des aounistes de dire que ces caractéristiques ne s'appliquent qu'à leur chef, a estimé la source.

Toujours dans le même contexte, une autre source informée a assimilé le refus de Samir Geagea de participer au gouvernement à une objection de sa part aux caractéristiques définies par Washington —des caractéristiques qui seraient susceptibles de conforter la position de son adversaire Michel Aoun—. La même source a assimilé les tentatives de Geagea de courtiser le Hezbollah, que ce soit en public ou via des canaux, à un effort visant à rattraper ce qu'il a raté, avec le souci de dire qu'il n'est pas loin des caractéristiques définies par les États-Unis. La même source se demande si « Geagea ne regrette pas d'avoir laissé tomber l'occasion qui s'était présentée sur la table de dialogue où il aurait pu entrer naturellement en contact avec le Hezbollah ? »

Le discours du 14-Mars, plus particulièrement celui du Courant du futur, n'est pas en harmonie avec sa conduite. En public, ses députés et ses ministres haussent le ton à l'encontre du Hezbollah, de ses armes, et de sa participation aux combats en Syrie. Ils tentent toutefois en coulisses d'ouvrir des canaux de contact sécuritaires et politiques avec lui. Ils insistent pour supprimer toute

mention à la Résistance dans la déclaration ministérielle, mais applaudissent plus tard à un texte qui donne à la Résistance davantage que la formule armée-peuple-résistance.

La source précitée a affirmé que les États-Unis ne souhaitent pas uniquement mettre en place une équation qui conduira à la fusion du Hezbollah dans l'État. Ils veulent également lutter contre Al-Qaïda que ce soit au Liban ou en Syrie, en coopérant directement avec l'Arabie saoudite, et peut-être indirectement avec le régime syrien. Tel est aussi un facteur qui pèsera sur l'équation présidentielle en gestation.

An-Nahar (20 mars 2014)

La députée des Forces libanaises Sethrida Geagea a créé la surprise lors de la séance de confiance au Parlement. Alors que ses collègues décochaient leurs flèches contre le Hezbollah, elle a tenu un discours marqué par une ouverture claire envers ce parti. Mais ce discours n'a pas eu d'effet positif immédiat sur le Hezbollah. Le député Ali Ammar a riposté avec véhémence à ceux qui critiquaient son parti. L'intervention de Mme Geagea s'inscrit dans le cadre de certaines prises de position précédentes du chef des FL Samir Geagea, elles aussi placées sous le signe de l'ouverture. Le chef des FL s'apprête à présenter sa candidature à la présidence de la République.

An-Nahar (20 mars 2014)

Rosanna Bou Mouncef

Les chefs de file maronites, candidats à la présidence, n'ont pas attendu le vote de confiance pour donner le coup d'envoi à leur campagne. Des sources politiques relèvent plusieurs signaux en ce sens : La flexibilité politique affichée par Michel Aoun depuis quelque temps, qui s'est notamment traduite par son ouverture envers le Courant du Futur ; l'attitude des Kataëb vis-à-vis de la déclaration ministérielle ; les prises de position de Samir Geagea au sujet du gouvernement ; l'approche du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, en ce qui concerne les rebondissements sécuritaires sur le terrain.

Les sources citées y décèlent une volonté de procéder à l'élection présidentielle à la date prévue par la Constitution et font remarquer que l'on entend de moins en moins parler d'un éventuel

vide à la présidence, notamment depuis la formation du gouvernement.

L'on s'attend de mêmes sources à ce que les pays concernés par le dossier libanais manifestent un vif intérêt pour l'échéance présidentielle en exhortant les parties à œuvrer sérieusement au respect de celle-ci. Il s'agirait, plus particulièrement, de presser les forces chrétiennes de s'entendre sur un candidat acceptable et d'éviter, ainsi, que les autres protagonistes aient le dernier mot à cet égard.

Les candidats potentiels ne perdent pas de vue la possibilité de voir se mettre en place une entente régionale et internationale sur un candidat favori, mais les sources évoquées assurent qu'une telle entente n'a pas encore pris forme.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Hiyam Kosseify, (21 mars 2014)

À partir de [cette semaine], le chef du Législatif, Nabih Berry, s'apprêtera à tâter le pouls des uns et des autres au sujet des dates relatives à la tenue des séances parlementaires avant le déroulement du scrutin et pour savoir si le quorum requis sera atteint. Il agira ainsi en tendant l'oreille aux dirigeants politiques et aux blocs parlementaires, soit d'une manière directe soit par émissaires interposés. M. Berry n'interviendra pas dans le jeu des noms et des candidats, en attendant à ce que le paysage régional et international se décante. Le rôle du chef du Parlement se recoupe avec celui de Walid Joumblatt, qui préfère que les différents protagonistes s'entendent sur le nom du futur président antérieurement à l'élection présidentielle, de crainte que son bloc ne soit appelé encore une fois à trancher le vote au sein du Parlement. Le chef du PSP cherche à éviter un tel pétrin, voilà pourquoi il œuvre d'arrache-pied pour faire la promotion de l'entente sur un candidat consensuel.

À l'heure où MM. Berry et Joumblatt s'acharnent à préparer l'échéance présidentielle, les milieux chrétiens concernés craignent de plus en plus que les maronites ne parviennent pas à jouer le rôle d'électeurs durant cette élection, leurs leaders, du plus petit au plus grand, s'étant portés candidats à la présidence de la République. Les tentatives des dirigeants maronites de s'approcher

de tel ou tel parti sont susceptibles de les confiner dans le camp des candidats. Or, l'on attend des maronites, en cette période où les présidentiables sont légion et les rêves font florès, d'assurer la tenue de l'échéance présidentielle, pour éviter la réédition du scénario de la sortie d'Émile Lahoud du Palais de Baabda sans successeur.

Al-Akhbar (21 mars 2014)

Wafik Kanso

Trois jours séparent entre d'une part les propos tenus par Samir Geagea, durant le meeting commémoratif du 14-Mars, par lesquels il a affirmé que 'les expériences des Libanais avec le Hezbollah et ses alliés dénotent que ceux-ci ne respectent pas leur engagement', de l'autre ses déclarations annonçant, via *Al-Akhbar*, sa disposition à entamer un 'dialogue sérieux' avec le Hezbollah. Qu'est-ce qui a changé, d'autant que le Hezbollah n'a pas retiré, entretemps, ses combattants de Syrie, ni remis ses armes à l'État, ni renoncé à son 'projet de mini-État' que Geagea l'a de tout temps accusé d'avoir mis en place ?

En réponse à ces interrogations, des sources informées affirment que ce revirement n'est pas sans rapport avec l'échéance présidentielle. Le chef des FL, qui est entré en lice dans la bataille présidentielle, est désormais convaincu que le Hezbollah est un protagoniste dur à l'échelle régionale et joue dans le cadre des équations internationales. Par conséquent, tout candidat briguant la présidence ne pourra sous-estimer son impact sur les échéances à venir. L'ouverture à l'égard du Hezbollah devient dès lors une des 'exigences' de la bataille présidentielle. Dans ce cadre, des sources ont souligné que la plupart des candidats se sont vu conseiller par des diplomates états-uniens d'entamer le dialogue avec le Hezbollah. Washington serait lui-même convaincu que le futur président libanais ne sera pas en mesure de gouverner le pays s'il est en hostilité avec le Hezbollah et ne sera pas capable de traiter les dossiers relatifs aux armes du parti, à sa participation aux combats en Syrie ou de gérer un dialogue libanais visant à sanctuariser le pays et à consolider sa stabilité. Les mêmes sources ajoutent que le retournement de Samir Geagea serait survenu en réaction au rapprochement Hariri-Aoun, soulignant que le chef des

FL n'a pas fait mystère de sa consternation à l'égard de l'ouverture exprimée par son allié, le courant du Futur, vis-à-vis de sa bête noire, Michel Aoun, que ce soit sur le plan chrétien ou présidentiel.

Al-Akhbar (20 mars 2014)

Ibrahim Al-Amine

Israël a tenté sa chance en bombardant des positions de la Résistance à la frontière entre la Békaa et la Syrie. Il n'a pas ignoré le communiqué du Hezbollah qui a souligné l'inévitabilité de la riposte. Mais l'État hébreu ne savait ni où ni quand. Et puis la roue a tourné : des tirs de roquettes contre une position israélienne sur le Mont Hermon et un attentat à la bombe à la lisière du Golan occupé. Le Hezbollah n'a pas revendiqué ces deux opérations mais Israël l'en a accusé et a espéré que telle serait la riposte de la Résistance aux raids aériens. Cela lui aurait permis de clore ce chapitre sur le constat que la riposte a été faible, ce qui l'aurait réconforté dans sa conviction qu'il lui est possible de changer les règles du jeu.

Toutefois, le Hezbollah connaît bien Israël, peut-être plus qu'il ne le faut. Il sait quand Israël a reçu et assimilé le message. L'élève israélien a donc eu besoin de la seconde partie de la leçon : une unité de commandos des forces spéciales du Hezbollah a pénétré à l'intérieur des fermes de Chebaa, parvenant à surmonter tous les obstacles militaires et sécuritaire, et a placé deux bombes. La première devait exploser au passage d'une patrouille israélienne et la seconde a été laissée pour que les soldats la retrouvent. La nature de la bombe, sa puissance et le mécanisme de la seconde charge ont été choisis avec soin afin qu'Israël puisse identifier les auteurs de l'attaque. Israël s'est retrouvé dans l'embarras. Il a riposté dans le vide, contre une cible à Edeissy. Et il a espéré, encore une fois, que l'affaire sera close.

Puis tout à coup, s'est produit l'attentat du Golan. Une bombe sophistiquée, comme l'ont dit les Israéliens, qui a fait seulement des blessés, ce qui a augmenté le trouble des Israéliens. Cette fois, l'accusation ne peut pas être dirigée uniquement contre le Hezbollah. Israël ne pouvait pas se taire et a riposté en bombardant des positions de l'armée syrienne, lui faisant assumer la responsabilité de cette attaque.

Al-Akhbar (20 mars 2014)

Le ministre de l'Intérieur, Nouhad Machnouk, a indiqué, lors de la réunion sécuritaire tenue au Palais de Baabda, que l'une des personnes recherchées à Ersal, le dénommé Moustapha Houjeiri, a pris la fuite vers une destination inconnue. Des sources sécuritaires, ont souligné que la personne en question dirige un groupe armé qui sert de « brigade logistique » au Front al-Nosra, à l'État islamique en Irak et au Levant (ÉIIL), et aux Brigades de Abdallah Azzam. Surnommé Abou Taquié, Moustapha Houjeiri est également impliqué dans les attentats à la voiture piégée qui ont frappé le Liban ainsi que dans le tir de roquettes sur des localités libanaises dans la Békaa du nord. Il est considéré par les services de renseignement américains comme l'une des figures de proue de la branche d'Al-Qaïda au Liban. Il aurait disparu après avoir reçu un message d'un responsable officiel libanais lui ayant conseillé de quitter Ersal, son sort étant en jeu.

Le chef de la municipalité d'Ersal a par ailleurs salué l'accueil réservé par les habitants de la localité à l'armée. Ali Houjeiri a réclamé l'application de la loi à tous, sans exception. Il a également affirmé qu'il n'assurera à aucun des combattants, aussi important soit-il, une couverture, soulignant que « ceux qui veulent appuyer la révolution doivent se diriger vers les zones de combat en Syrie et non lancer des roquettes sur les localités environnantes ».

Al-Akhbar (19 mars 2014)

Ibrahim Al-Amine

Saad Hariri a décidé, voici quelques semaines, qu'il était obligé de rejoindre un plan d'action tracé par l'Arabie saoudite sous la pression des États-Unis. Un plan qui consiste en une prise de position vis-à-vis des factions islamistes takfiristes, qui s'activent en Syrie, au Liban et dans le monde arabe. La décision de l'Arabie saoudite de classer les deux branches d'Al-Qaïda — l'ÉIIL et le Front al-Nosra — parmi les organisations terroristes est devenue l'une des grandes lignes du plan d'action de Hariri. Ce dernier s'est retrouvé acculé à donner de la voix là où il ne peut brandir les armes. Mais le problème, pour lui ainsi que pour ses adversaires, est que l'Arabie et d'autres pays du Golfe se sont abstenus de faire figurer le Hezbollah sur leur liste des organisations terroristes.

Saad Hariri a reçu des messages de protestation de Tripoli, de la Békaa et de Saïda, mais ce qu'il lui était demandé par ailleurs, c'était de s'acheminer vers une entente avec le Hezbollah sur le dossier du gouvernement.

Le communiqué du bloc parlementaire du Futur confirme l'entêtement, voire la folie, des dirigeants de cette équipe. En effet, à quel changement pourrait-on s'attendre lorsqu'Achraf Rifi fait porter au Hezbollah la responsabilité du problème d'Ersal, ou lorsqu'il considère que la démente de ses voyous à Tripoli n'est qu'un complot orchestré par les renseignements syriens ?

Le Courant du futur se retrouve dans une situation de déni vis-à-vis de l'extrémisme takfiriste qui se propage dans son giron. Ce parti devrait s'attendre à accoucher de terroristes dont seul Dieu sait où ils feront exploser leur colère et leur folie.

Le Courant du futur doit se livrer à une véritable intifada pour changer des noms et des visages qui n'ont apporté à ce pays que les défaites et la mort.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(21 mars 2014)

L'ambassadeur de Russie à Beyrouth, Alexander Zasytkin, a estimé que le Liban est encore capable de résister, ajoutant que la formation d'un nouveau gouvernement est une grande réalisation et que toutes les chances sont là pour pouvoir mener à son terme l'échéance présidentielle. « Je ne pense pas qu'il existe un risque de dégradation de la situation au Liban, a ajouté le diplomate. Le contraire est vrai. Il n'y a pas un climat de discorde communautaire et les partis libanais ont la grande responsabilité de savoir comment relever les défis. »

À la question de savoir si la Russie a un candidat favori à la présidentielle, M. Zasytkin a répondu : « C'est une affaire interne libanaise. Les partis libanais ont un grand rôle dans le choix du futur président, alors que les parties externes ont un rôle de soutien et d'appui ».

Al-Joumhouria (19 mars 2014)

Des sources de sécurité ont indiqué que le Hezbollah a découvert dans la salle d'opération du Front al-Nosra, à Yabroud, des cartes des quartiers, des rues et des entrées de la banlieue sud de

Beyrouth, avec des indications et des inscriptions.

De même, les documents et les informations obtenus par le Hezbollah révèlent que 15 voitures piégées sont sorties de Yabroud quelques heures avant la chute de la ville entre les mains de l'armée syrienne et de ses alliés, et se sont dirigées vers le Liban via des passages frontaliers clandestins qui sont encore sous le contrôle des groupes armés du côté syrien, tandis que du côté libanais, leur surveillance est très difficile, car ils se trouvent dans des régions escarpées. Le Hezbollah s'efforce de contrôler ces points de passage en y envoyant des patrouilles ou en installant des postes de surveillance.

Le Hezbollah a également découvert à Yabroud des documents importants concernant les financiers et les soutiens du Front al-Nosra. Il les rendra publics le moment venu.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (18 mars 2014)

Selon les experts militaires, les combattants de l'opposition syrienne ont fui vers deux villages, Flita et Rankous. Flita est la dernière localité avant Ersal, alors que Rankous fait face à Baalbeck. Les sources proches de l'armée syrienne affirment que Flita ne peut pas tenir longtemps et que sa prise est l'affaire de quelques jours. Par contre, Rankous est située dans le jurd et elle est plus difficile d'accès. Toutefois, l'élément important, c'est que les combattants réfugiés à Flita peuvent, si celle-ci tombe, aller se cacher dans le jurd de Ersal, alors que ceux de Rankous ne peuvent pas prendre le chemin de Baalbeck. Ils devront, dans ce cas, rester dans les montagnes du Qalamoun qui séparent la frontière libanaise de la Syrie pour quelque temps, la géographie des lieux pouvant leur servir d'abri provisoire. Mais au final, nul ne peut nier l'importance de la chute de Yabroud aussi bien pour le rapport de force sur le terrain en Syrie que pour le Liban, puisque les dernières enquêtes montent que dix des voitures bourrées d'explosifs envoyées récemment au Liban avaient été piégées dans cette localité.

La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : la chute de Yabroud entre les mains des forces du régime signifie-t-elle la fin des attentats au Liban ? Une source sécuritaire autorisée répond

rapidement qu'il n'en est rien. Le rythme des attentats peut se ralentir car les terroristes ont moins de facilités dans les déplacements et la logistique, mais cela ne les empêche pas d'avoir encore beaucoup de moyens. Auparavant, ils s'emparaient des voitures volées au Liban et les envoyaient à Yabroud pour y être piégées, mais ils peuvent désormais les préparer à exploser au Liban même.

De plus, certains combattants ont visiblement fui Yabroud avec des voitures piégées, dont on ignore le nombre exact. En 24 heures, l'armée en a trouvé deux, une qui a explosé à Nabi Osman parce qu'elle avait été repérée et l'autre a été découverte par l'armée qui l'a fait exploser.

La source sécuritaire autorisée précise que la situation est grave pour le Liban, notamment à Ersal où il y a désormais près de 100 000 personnes. Autrement dit, il y a un tiers de Libanais contre deux tiers de Syriens, qui font la loi dans cette bourgade. Et même si l'armée a dressé des barrages dans la région, elle ne peut pas en contrôler toutes les allées et venues, d'abord parce que les effectifs postés sur place sont insuffisants et surtout parce qu'il n'y a pas de décision politique en ce sens. Une telle décision, précise la source sécuritaire précitée, devrait être prise au plus haut niveau de l'État, et être claire et ferme. L'armée a déjà préparé un plan pour empêcher l'extension géographique des éléments armés à d'autres régions du pays, mais elle ne peut pas l'appliquer sans un feu vert de la part de toutes les parties. La situation est d'autant plus grave que le système social dans la Békaa est basé sur les clans et les tribus (les *acha'ër*), notamment dans la région de Baalbeck et ses environs, et dans la région d'Ersal et ses environs. Et ce système considère la vendetta comme un devoir lorsque la tribu ou le clan sont attaqués...

Comme les derniers obus tombés sur les localités chiites autour de Baalbeck proviennent de la zone entre Flita et Ersal, et du jurd de cette dernière, les tribus de Baalbeck pourraient décider de riposter conformément au principe de vendetta. Une véritable guerre pourrait alors éclater entre ces deux régions sans que l'armée puisse s'interposer. Certes, jusqu'à présent, Amal et le Hezbollah parviennent à juguler la colère des familles et des clans, mais si les bombardements et les attentats deviennent plus violents, comment

être sûr que la situation restera sous contrôle ?

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « La confrontation mondiale après la Syrie et l'Ukraine », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 24 mars 2014, www.voltairenet.org/article182931.html